

# NOS PROPOSITIONS POUR UNE RENTRÉE 2020 SANS RUPTURE SCOLAIRE NI RISQUE SANITAIRE

Face à une crise sanitaire sans précédent, l'Éducation Nationale n'a cessé de courir après le temps, entre improvisations et décisions unilatérales. Cette situation déplorable a créé l'inquiétude sans répondre aux besoins. La CGT Educ'action 94 exige du gouvernement qu'il tire les conséquences de cette période et anticipe la rentrée 2020.

Depuis des années, nous nous mobilisons contre la baisse des moyens accordés à l'éducation: ainsi, pour revenir au taux d'encadrement de 2011, il manque 1845 équivalents postes d'enseignant.es dans les collèges et lycées de notre académie. Le confinement et les légitimes mesures sanitaires ont tenu éloigné.es de l'école des élèves, dont les plus fragiles souffraient déjà d'un système scolaire que tous et toutes qualifient d'inégalitaire, accentuant les injustices sociales.

Malgré les discours du ministère, la lutte contre ces inégalités n'est pas une priorité : début mars, à la veille du confinement, nous apprenions la baisse des moyens accordés à la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS).

La rentrée 2020 approche et elle sera exceptionnelle. La mise en place de protocoles sanitaires rigoureux permettant d'assurer la sécurité des élèves, des familles et des personnels est plus que nécessaire; mais l'indigence dans laquelle se trouve l'éducation nationale ne permettra pas d'ouvrir le seuil des écoles à tous les élèves. Or, la seule réponse du gouvernement est le développement de l'enseignement à distance ; c'est-à-dire faire reposer la réussite des élèves sur leur propre autonomie. Ceci est inacceptable! La pédagogie est avant tout une question humaine. Il y a dans un cours tellement de petits gestes, de remarques, de signaux qui en sont le moteur. Ce sont ces interactions qui nous permettent d'aider les élèves à surmonter les incompréhensions et les difficultés. Que dire de tout ce qui se joue entre les élèves et dont elles et ils seraient privé.es?

**Pour la CGT Educ'Action 94** un collectif budgétaire est indispensable afin de financer **un plan d'urgence pour la rentrée qui assure la sécurité sanitaire autant que l'égal accès de toutes et tous à l'école**. Il en va de la pérennité de notre système éducatif .



## PLAN D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION !

**Pour que tous.les les élèves retournent en classe en septembre en sécurité :**

- **Des personnels pour des effectifs réduits : titularisation des précaires et des stagiaires !**
- **Recrutement massif de personnels sociaux ,de santé et de vie scolaire pour accompagner les élèves !**
- **Réquision des locaux nécessaires pour accueillir les petits groupes !**

## Une dotation exceptionnelle pour les écoles !

Pendant la crise sanitaire, l'École a dû s'adapter et seul l'engagement des collègues a permis le lien avec les élèves et leur famille, loin du slogan ministériel de « continuité pédagogique », qui a surtout démontré que l'enseignement à distance est illusoire et n'a fait qu'aggraver les inégalités sociales.

Au vu des conditions exceptionnelles de la prochaine rentrée, plusieurs centaines de postes supplémentaires doivent être attribués à titre exceptionnel pour les écoles du département afin d'éviter qu'une génération entière d'enfants ne soient sacrifiée. Nous aurons besoin d'organiser, particulièrement dans les quartiers où les difficultés sociales sont les plus importantes, **des dédoublements de classes, des petits groupes, des séances personnalisées, des suivis individuels pour permettre à des milliers d'enfants de redevenir des élèves et de reconstruire l'école.**

Cette crise doit être l'occasion de repenser l'École sur le long terme de manière concertée, mais aussi d'investir massivement et durablement dans notre système éducatif qui n'en finit pas de se dégrader. **Au lieu de ça, avec 78 fermetures de classes et 19 suppressions de postes 100 % réussite, les choix qui sont faits sont scandaleux !**

A situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. Il est urgent de recruter massivement des personnels. **L'urgence c'est aussi de porter notre projet d'une direction collégiale,** avec du temps à disposition des équipes pédagogiques, avec des emplois administratifs sous statut public dans toutes les écoles, permettant la prise en charge des tâches administratives mais aussi un conseil des maîtres. **ses aux décisions souveraines. Ces urgences nécessitent une dotation exceptionnelle pour le Val de Marne. À nous de l'imposer !**

## Dans les collèges : « On est prêts » (Jean-Michel Blanquer, 13 mars 2020)

**Qui est « on » ?** Telle est la magie des discours de notre ministre, toujours prompt à reprendre à son compte le travail des autres pour se l'approprier. Les faits sont pourtant têtus : si personne n'était « prêt » à quitter les collèges dans la précipitation le 13 mars ne sommes pas davantage « prêts » à y retourner aujourd'hui. Après la gigantesque « foire à la débrouille » du confinement, la question de la prochaine rentrée se pose désormais de façon lancinante.

**Que signifie « est » ?** Le verbe « être » est un verbe d'état. Pas un verbe d'action. Vu le contexte il serait pourtant urgent que notre ministre se bouge car une rentrée se prépare et chaque jour qui passe nous fait perdre un temps précieux. Notre ministre, si prompt à nous donner des leçons sur la lutte contre le décrochage (!) vient pourtant de supprimer l'équivalent de 19 postes pour 581 élèves de plus dans le département ! On finit par se demander si c'est une blague ou bien s'il y a une caméra cachée quelque part ?

**On est « prêts » à quoi ?** Pendant que les discours de propagande se multiplient sur fond d'école « hybride », de 2S2C, de « tout numéri-



-que » et de privatisation, nous réclamons un plan de recrutement massif dans tous les secteurs, moins d'élèves par classe, un lissage des programmes sur deux ans, un abondement du fond social, un accueil des élèves digne de ce nom, des avancées fortes sur les statuts des AESH et l'abandon des PIAL, des postes d'agents, une réflexion sur la carte scolaire et le bâti, un remboursement des frais liés au télétravail, une médecine scolaire, un protocole sanitaire gérable, un vrai bilan de la calamiteuse réforme 2016 et une réflexion démocratique de fond pour un collège vraiment égalitaire et émancipateur. La CGT est prête à bondir, elle. On a déjà les pieds dans les starting-blocks !

## Des hausses de salaire dans l'Éducation !

La question du salaire paraît cruciale avec le débat global sur la rémunération insuffisante des métiers essentiels.

**Les enseignant.es français.es** sont parmi les moins bien payé.es des pays développés .En effet, ils/elles **gagnent 22 % de moins que la moyenne des pays développés en milieu de carrière.** Depuis vingt ans le salaire des professeur.es a augmenté partout dans l'OCDE et **il n' a baissé que dans trois pays** : la Grèce, marquée par une austérité effroyable, le Royaume-Uni, pays du thatchérisme et la **France donc du fait du gel du point d'indice** qui a eu des conséquences terribles sur nos salaires.

La CGT Educ'action exige des hausses substantielles de salaires pour rattraper la considérable perte de pouvoir d'achat de tous les collègues. Les perspectives d'augmentation de salaires lors du Ségur de la Santé pour les personnels hospitaliers, eux aussi largement sous payés en comparaison de l'OCDE, doit servir de levier pour les autres professions. Le gouvernement est désormais sous pression sur les salaires et il n'est pas question que comme en 2008 la crise soit un prétexte pour éluder ce sujet crucial.

**Nous revendiquons l'indexation au minimum de la valeur du point d'indice sur l'indice des prix à la consommation, l'intégration des primes et indemnités au traitement indiciaire et l'augmentation au minimum de 400 euros**

## Abroger la réforme du LGT, un impératif !

Durant la période précédant le confinement, les lycées généraux et technologiques ont été désorganisés par la mise en place de la réforme du lycée, notamment avec le passage des Epreuves Communes de Contrôle Continu (E3C), parfois sous la contrainte policière. La CGT s'est mobilisée aux côtés de la majorité des organisations syndicales et en soutien aux lycéen.nes, contre la mise en œuvre de ce lycée de la compétition et du tri social.

Cette contre-réforme instaure la concurrence entre les élèves et met en place les conditions d'une évaluation permanente notamment par le biais des E3C et du contrôle continu. Non seulement, pour nombre de lycéen.nes, les cours n'ont pu se tenir régulièrement depuis le mois de décembre, mais la période de confinement et la « continuité pédagogique » ont, le gouvernement lui-même en convient, encore plus accru les inégalités scolaires. **L'abrogation de la réforme du lycée et du bac, que nous réclamons depuis sa mise en place, devient impérative.** En effet, dans ce contexte, quel sens pourrait avoir l'évaluation permanente des élèves ?

**La CGT Educ'action 94 propose**, au contraire, de profiter de cette rentrée pour **installer le travail en demi groupe, donner les moyens pour un vrai accompagnement personnalisé, mener une réflexion sur une véritable évaluation formative et sur le lissage des programmes afin de rattraper le retard.**

## Pour la voie pro, la continuité pédagogique a bel et bien été une hypocrisie !

Les enseignant.es des lycées pro ont vite constaté la perte du lien avec la plupart des élèves pendant le confinement : manque de matériel informatique dans les familles, manque d'autonomie avec les outils numériques, utilisation du seul smartphone comme outil de travail... autant de facteurs expliquant le décrochage pour ces élèves issu.es, dans leur grande majorité, de milieux défavorisés.

L'annonce prématurée, alors qu'il existait d'autres pistes, d'un passage des examens en contrôle continu a accentué le phénomène. **Selon les filières et les disciplines, la proportion de « décrocheurs » a pu atteindre jusqu'à 90 %.**

Le ministre, loin de chercher à combattre le décrochage, a poursuivi durant la période sa politique de destruction de la voie pro - suppression du BEP, extension des familles de métier...- amplifiant les conséquences dramatiques de la réforme. **Moins de formation, moins de contenu : les nouvelles grilles horaires suppriment au moins 100 h de cours pour les 1ère à la rentrée.**

**Plutôt que de feindre que tout va bien, le ministre devrait mettre sa réforme en « quarantaine ».**

**La voie pro a besoin de moyens, notamment par des doubléments généralisés**, pour assurer les conditions d'une rentrée digne et porteuse d'avenir pour les élèves.

# EXIGEONS UN PLAN D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION DANS NOS ÉCOLES ET ÉTABLISSEMENTS !

## Exemple de motion ou de lettre à l'IEN à déposer en CA ou conseil d'école

Les membres du *Conseil d'Administration (CA)/ conseil d'école* de l' école/ collège/Lycée/ X de (commune) demandent au rectorat de Créteil de prendre la mesure du contexte exceptionnel dans lequel se déroulera la rentrée de septembre 2020.

En effet, d'une part rien n'assure que les conditions sanitaires soient à cette date réunies pour permettre une rentrée « banale » et, d'autre part, le confinement et l'enseignement à distance n'ont pas permis aux élèves de réellement bénéficier du troisième trimestre.

L'enseignement à distance accroît encore plus les inégalités scolaires. Il fait reposer la réussite des élèves sur leur propre autonomie et limite grandement les interactions indispensables à toute pédagogie.

Afin d'éviter les hésitations et les contradictions que nous avons connues depuis la fin du mois de mars 2020, les membres du *Conseil d'Ecole/ CA* du école/établissement **réclament un plan d'urgence du ministère pour la rentrée de septembre afin de faire face, d'une part au retard accumulé par les élèves du fait du confinement et, d'autre part, à la nécessaire adaptation de l'organisation**

**générale de l'établissement dans le respect des règles sanitaires strictes imposées par le protocole national.**

Pour répondre à cet impératif, le préalable est de doter l'école/collège/Lycée de **moyens humains supplémentaires afin de réduire les effectifs en dédoublant les classes, en rattrapant l'insuffisance des personnels sociaux et de santé, administratifs et de vie scolaire** dont le manque s'est fait sentir encore plus cruellement que d'habitude dans cette période difficile et **de réquisitionner les locaux nécessaires à l'enseignement en petits groupes. Lister les besoins le plus précisément possible.**

Les différentes politiques gouvernementales menées ces dernières décennies ont considérablement affaibli le service public. La crise que nous traversons a mis en évidence le danger qu'elles constituent pour notre société. Nous rappelons que la responsabilité de l'Etat est de permettre l'accès au mois de septembre de notre école/établissement à tous les élèves dans le respect des règles sanitaires strictes imposées par le protocole. En conséquence, nous exigeons les moyens nécessaires pour que les personnels puissent s'acquitter de leur mission de service public pour la prochaine rentrée.

**POUR RÉPONDRE À VOS QUESTIONS,  
ANIMER UNE HEURE D'INFORMATION SYNDICALE...  
La CGT Educ'Action 94 est à vos côtés. !**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

Métier : \_\_\_\_\_

Lieu d'exercice : \_\_\_\_\_